





SOMMAIRE

Rapport moral	4
Pôle éducation	7
Promouvoir le vivre ensemble dans les écoles et structures socioculturelles	7
Actions de territoire sur les secteurs Teisseire, Mistral, Villeneuve, Village de Grenoble	
2. Animations	9
3. Animations périscolaires	10
4. Locations et ventes de nos outils	10
5. Bilan du concours « messages de Paix » 2013	11
6. Café de la paix	12
7. Perspectives	12
Pôle médiation et solidarité internationales	13
Les « chantiers de paix » d'une association grenobloise au se d'une relation Nord-Sud repensée	
1. Une action multiforme en faveur de la paix en Colombie	14
2. Congo-Brazzaville : 12000 enfants formés à la culture de la paix entre 20	011 et 2013!
3. Vers une grille d'analyse sur la culture de la paix au Nord Mali	21
4. L'Ecole de la Paix réalise un documentaire plaidoyer sur le Mékong	24
Pôle « RESEAU UNESCO – ÉCOLE DE LA PAIX »	28
Formation des cadres et des futurs responsables de la sociét	é civile. 28
1. Présentation du Réseau Unesco « Gouvernance et Paix »	28
2. Actions engagées en 2013 en France	28
3. Actions engagées en 2013 au Maghreb et en Turquie	29
4. Activités et perspectives 2014	29
Rapport financier	32

Rapport moral

« En faisant scintiller notre lumière, nous offrons aux autres la possibilité d'en faire autant » : c'est par cette phrase de Nelson Mandela, à qui je rends hommage, que je voulais mettre en exergue les actions réalisées par l'Ecole de la paix en 2013.

Contribuer à faire de Grenoble un territoire de paix...

Le premier focus proposé dans ce rapport d'activités que vous pourrez lire, met en évidence ce que nous souhaiterions réaliser dans de nombreux autres endroits. En effet, l'action menée par l'Ecole de la paix dans plusieurs secteurs de la ville de Grenoble reflète bien notre pédagogie :

Une action de territoire. Avant d'aller sur un terrain donné, nous essayons de le connaître et de rencontrer les acteurs. Nous demandons à ceux-ci quelles sont leurs attentes en matière de vivre ensemble et nous nous efforçons de répondre à la demande.

Un continuum éducatif. Nous voulons proposer des outils et des animations pédagogiques à différents âges de la scolarité de l'enfant. En effet, c'est par la répétition que l'éducation à la paix peut s'inscrire fortement dans l'imaginaire de l'enfant.

Des partenaires. « Il faut tout un village pour éduquer un enfant ». Notre action est moins pertinente si nous agissons seuls. Dès lors, nous nous sommes rapprochés de la police nationale, des pompiers et de la justice, du CODASE pour que des représentants de ces différentes institutions interviennent dans quelques-unes de nos animations.

Penser la diversité des acteurs. Nous ne nous intéressons pas qu'aux élèves. Nous essayons de nous rapprocher des professeurs mais aussi des parents. Ce n'est pas simple, notamment pour ce dernier public. Cependant, nous savons que c'est en proposant un message citoyen à ces trois publics différents que notre action auprès des élèves se trouvera renforcée.

Considérer *l'élève comme un enfant dans la ville*. Nous avons choisi de nous rapprocher des structures socioculturelles afin que celles-ci diffusent le même message de citoyenneté que celui que nous dispensons dans les écoles.

Inscrire notre action dans le temps. C'est la dixième année que nous menons ce projet. Il est apprécié par les acteurs éducatifs que nous rencontrons et qui nous le « redemandent » chaque année.

L'Ecole de la paix primée à l'Assemblée nationale

Je tiens à indiquer que c'est grâce à cette action forte et menée en bonne intelligence par des salariés et des bénévoles que nous avons été récompensés en décembre 2013, par un prix de valeur, le prix de la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE), en partenariat avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine. C'est une belle récompense des efforts entrepris.

Participer aux nouveaux défis éducatifs

L'Ecole de la paix a décidé de prendre part à la réforme des rythmes scolaires en intervenant dans trois communes différentes : Crolles, Voiron et la Buisse. Elle n'a pas hésité à répondre à cette nouvelle façon, plus « co-éducatrice », de considérer l'école républicaine. Nous sommes heureux de constater que « l'année 2 » de cette politique a pris en compte un certain nombre de critiques opérationnelles que nous avons pu constater sur le terrain.

Penser global et agir local

Vous trouverez dans les pages qui suivent, une présentation des actions que nous avons réalisées dans cinq pays où l'Ecole de la paix s'est impliquée : la Colombie, le Congo-Brazzaville, la Tunisie, le Mali et le Cambodge. L'ordre n'est pas aléatoire mais repose sur la durée de l'engagement avec des partenaires dans les dits pays.

Si notre action a ses logiques propres, héritées d'une histoire associative particulière (Colombie, Congo-Brazzaville, Cambodge), elle est aussi attentive à se mettre au diapason des politiques publiques dites de l'action internationale des collectivités territoriales. Ainsi, notre action à Sfax ne se comprend-elle pas sans le soutien important du service des Relations Internationales de la ville de Grenoble. De même faut-il voir dans notre action au Mali l'aboutissement de la qualité des échanges que nous avons développés avec le Conseil régional Rhône-Alpes.

Un projet complexe qui pourrait constituer un projet modèle de nos nouvelles pratiques?

L'Ecole de la paix a initié un travail sur la prévention des crises au Mali en général et dans la région de Tombouctou en particulier. Cette action nous a permis de nous rapprocher de la diaspora malienne établie en Rhône-Alpes mais aussi de spécialistes de ce pays en France. Nous avons effectué une première mission sur place en 2013 avant d'en réaliser une autre en 2014. Cette action doit nous permettre de nous rapprocher des autres acteurs du Réseau "Paix, Droits humains et développement", créé par le Conseil régional Rhône-Alpes et dont l'Ecole de la paix fait partie, mais aussi du groupe de travail « Mali » qui rassemble les différentes associations du territoire rhônalpin qui interviennent dans ce pays. Nous avons également développé des liens privilégiés avec l'association Cap DH située à Bamako avec laquelle nous voulons travailler sur le volet éducatif.

Rappelons aussi ces nouvelles pratiques auxquelles la situation géopolitique internationale contraint de plus en plus les acteurs de la coopération : comment coopérer avec un territoire dans lequel nous ne pouvons plus aller car située en zone rouge du Ministère français des Affaires étrangères ?

Réaffirmons et soulignons la qualité et l'importance du travail des bénévoles de notre association

A l'heure où les restrictions budgétaires pourraient légitimement nous imposer de « réduire la voilure », il nous a semblé bon de souligner que certaines actions reposent sur un engagement bénévole qui permet la réalisation de ces projets à moindre coût. Nous chiffrons à plus de mille cinq cents heures de travail le bénévolat qui a permis de réaliser ces différentes activités. C'est une spécificité de la structure associative et nous entendions le rappeler dans le présent document. Que tous les bénévoles soient ici remerciés.

S'agissant du nombre de nos adhérents, celui-ci est resté stable en 2013 et approche les 250. Je n'arrive pas à me satisfaire de ce résultat. Nous avons par exemple une action à mener auprès des étudiants pour que ceux-ci considèrent l'Ecole de la paix comme un lieu d'adhésion.

Et l'Education populaire alors ?

Tout adhérent à l'Ecole de la paix, tout « follower » de cette association sur Facebook, peut témoigner de sollicitations régulières qu'il reçoit, qu'il s'agisse des « cafés de la paix », des « peace lab » ou encore des « Cinés de la paix ». Nous pourrions aller encore plus loin et offrir un véritable « parcours de formation à la paix » aux adhérents de l'Ecole de la paix. Nous verrons si nous pouvons échafauder un travail sur ce point prochainement.

Nous ne pouvons clore ce paragraphe sans indiquer que, au regard de la situation politique qui prévaut actuellement en France, la société civile a un rôle à jouer d'éducation à la citoyenneté que nous entendons bien avoir.

Les territoires de paix 2.0.

Dans nos statuts, il est indiqué, dès le premier article, que nous avons vocation à faire de la recherche. Si celle-ci ne se veut pas « universitaire », elle a pour objectif de mener une réflexion sur les actions menées. Elle concrétise également une volonté de capitalisation et de promotion de nos actions. C'est pourquoi nous insistons pour faire connaître le site Territoires de paix http://territoires.ecoledelapaix.org/ainsi que celui développé par le Réseau France Colombie Solidarités http://reseaufrancecolombie.wordpress.com/au sein duquel l'Ecole de la paix joue un rôle important. Nous pouvons, par ce biais, montrer à tous la réalité des actions entreprises par nos membres et insister aussi sur l'enrichissement produit par ces rencontres.

Une communication de plus en plus forte

Comme vous le voyez, nous nous efforçons chaque année de consacrer une attention de plus en plus importante à la communication de nos actions. Vous disposez d'un site internet régulièrement mis à jour, de deux sites « satellites » cités plus haut que sont « Territoires de paix » et le "Réseau France Colombie Solidarités" animés par des salariés de l'Ecole de la paix, des bénévoles et des stagiaires qui voient ainsi leur travail valorisé. Les rapports d'activités sont chaque année plus longs par volonté de souligner la diversité et la pertinence des actions menées.

Les défis à relever en 2014.

Une professionnalisation plus forte encore qui devra nous pousser à solliciter davantage de financements extérieurs. En effet, c'est une vraie difficulté pour les années à venir : les financements publics baissent. Comment trouver des alternatives ? Les appels à projet et le recours au privé sont deux solutions que nous commençons d'ores et déjà à pratiquer de plus en plus. L'action menée à ce titre avec Grenoble Habitat est exemplaire.

Nous faire connaître encore et toujours. Nous devons poursuivre nos efforts de popularisation de nos pratiques auprès des Grenoblois et de nos bailleurs de fonds. A cet égard, nous avons demandé à présenter plus avant le travail de l'Ecole de la paix devant la commission « Relations internationales » du Conseil municipal. Nous avons également fait la même demande auprès du Conseil régional Rhône-Alpes, qui sont nos deux principaux bailleurs publics.

Le troisième défi s'inspire d'un autre mot de Mandela : « Aucun de nous, en agissant seul, ne peut atteindre le succès ». Il nous faudra donc veiller au défi du travailler ensemble qui est une

facette opérationnelle et concrète du vivre ensemble. A cet égard, le Réseau France Colombie Solidarité prouve la pertinence de ces synergies bien pensées.

Placer les étudiants de façon plus forte au cœur de notre projet associatif. 60 000 jeunes sont inscrits dans les différentes universités de Grenoble-Alpes. Nous n'arrivons pas assez à les intégrer dans nos projets. Chaque année, une dizaine d'entre travaille pour nous. Nous pourrions faire plus. Nous devrions aussi proposer



des offres de stage aux étudiants étrangers afin de nous enrichir de leurs pratiques différentes.

Enfin, dernier défi à relever, réfléchir à l'adaptation à la « révolution numérique » de nos outils pédagogiques.

Au plaisir de lire vos éventuelles critiques ou remarques ou d'en discuter de vive voix avec vous.

Benoît MOLLARET Président de l'Ecole de la Paix

Pôle éducation

Promouvoir le vivre ensemble dans les écoles et structures socioculturelles

1. Actions de territoire sur les secteurs Teisseire, Mistral, Villeneuve, Village Olympique de Grenoble

Une action de territoire qui s'étend

Des interventions pour la prévention de la violence par l'Ecole de la paix lancées en 2004/2005 dans les écoles élémentaires de la Villeneuve et du village olympique à aujourd'hui : une action souple, qui sait s'adapter aux territoires et aux évènements.

A l'automne 2010, lorsque l'Education Nationale a souhaité interrompre notre action de théâtre forum dans l'école (recentrage sur les acquisitions de base, passage de la semaine de 4j1/2 à 4 jours) nous avons su nous adapter à cette nouvelle situation en proposant un autre type d'intervention pour les CM2 pendant l'année scolaire 2010/2011. La réflexion qui nous a amenés à modifier notre intervention, nous a conduits à nous interroger sur la nécessité d'intervenir auprès des enfants dès leur plus jeune âge. Ainsi durant l'année scolaire 2011/2012 les écoles maternelles ont été dotées d'un ouvrage pédagogique à destination des enseignants « Apprenons à vivre ensemble maternelle » élaboré en trois fascicules, une pour chaque section ainsi que d'une formation destinée aux enseignants pour son utilisation.

C'est en 2012 que notre réflexion nous amenait à « l'action de territoire ». Pour nous, une action de territoire consiste à sortir de l'école pour accompagner l'enfant dans tous ses lieux de vie et dans son continuum éducatif : maternelle, école élémentaire, collège, maison de l'enfance, MJC. C'est cette action que nous avons proposée pour l'année scolaire 2012/2013. Nous avions même essayé de sensibiliser les adultes des deux quartiers.

Enfin en 2013/2014, nous avons développé cette action dans deux autres quartiers de la ville de Grenoble, Mistral et Teisseire. Les écoles maternelles et élémentaires Jean Racine et Anatole France, les maisons de l'enfance Teisseire et Bachelard, Le Plateau, le collège Aimé Césaire se sont ajoutés aux écoles et structures socioculturelles de Villeneuve et Village Olympique.

Il est hasardeux de faire état de changements de fond chez les enfants. Les effets d'une telle action ne peuvent se mesurer que sur le long terme.

Néanmoins pour les élèves qui ont suivi un cycle l'année précédente, nous pouvons constater une intégration de certaines notions telles que la laïcité, le bien public. Ils arrivent à percevoir les règles et les lois comme essentielles pour organiser le vivre-ensemble. Ils peuvent citer des exemples vus l'année passée dans le cadre de ce projet, à la différence de ceux qui débutent le projet, et pour qui les lois signifient le plus souvent contraintes, sanctions et invitation à la transgression.

Si les enseignants ont pu constater une évolution positive dans les classes, les cours de récréation, il est plus compliqué de juger de l'amélioration sur tout un quartier, car si nous touchons les jeunes de 3 à 15 ans, dans un quartier il y a aussi la famille, les "grands" jeunes de 16 à 25 ans et tous les adultes du quartier!

L'action de territoire n'a que 2 ans d'âge, et pour porter ses fruits il faut que ce type d'action soit pérenne.

Un élément comparatif tout de même : alors que durant l'année scolaire 2003/2004 nous avions touché 195 élèves, sur l'année 2013/2014 avec l'action de territoire nous avons touché-1545 jeunes et 250 adultes !

Les graines sont semées, nous aidons pas à leur germination, souhaitons que la récolte soit bonne !

Structures impactées	Types d'intervention		
Ecoles maternelles	Dotation d' "apprenons à vivre ensemble » + formation à l'utilisation		
Ecoles élémentaires	Intervention dans les classes avec deux séquences co animées avec la Justice, la Police Nationale, le SDIS ou le CODASE.		
	CM1 : « Des lois pour vivre ensemble »		
	CM2 : « Objectif paix »		
Collèges	Exposition « Le sentier de la guerre ou comment l'éviter » + formation des enseignants ressources		
Maison de l'enfance	3/6 ans: dotation « Apprenons à vivre ensemble » + formation des animateurs à son utilisation, 11/13 ans: ateliers de théâtre forum avec la compagnie IMP'acte pendant les vacances de Toussaint sur la recherche d'une réponse qui soit la meilleure face à un acte de violence Valorisation devant les parents dans la structure		
MJC	A partir de 12 ans : ateliers de théâtre forum avec la compagnie IMP'acte pendant les vacances de Toussaint sur la recherche d'une réponse qui qui soit la meilleure face à un acte de violence		
	Valorisation devant les parents dans la structure		
Avec les habitants	Spectacles théâtre forum gratuits avec les acteurs de la compagnie IMP'acte qui reprennent les thèmes choisis par les jeunes		

Cette action a reçu le soutien financier de la part de l'Etat (Fond Interministériel pour la Prévention de la Délinquance), La Métro et la ville de Grenoble.

L'action de l'EDP reconnue et primée

En août 2013 nous nous sommes portés candidats au concours national « S'engager pour les quartiers ». Ce concours était organisé par la Fondation Contre l'Exclusion (FACE), l'Agence de Rénovation Urbaine (ANRU). C'est notre travail dans les quartiers Villeneuve, village olympique, Mistral et Teisseire que nous avons présenté. Sur 187 dossiers déposés, 12 étaient retenus. l'EDP a été primée sur la thématique « vie quotidienne et lien social ». Le prix de 10 000€ nous a été remis par le président de l'Union Sociale de l'Habitat en

décembre 2013 dans les salons de l'Assemblée Nationale, en présence du Président et de plusieurs ministres.

2. Animations

Animations dans les écoles primaires

- 2 à Echirolles : Ecoles Delaune et Jolliot Curie : Dans le cadre du projet Education à l'Environnement et au Développement Durable, interventions auprès des classes de CP au CM1 à l'école Delaune et auprès des cycles 3 (CE2, CM1, CM2), à l'école Jolliot Curie.
- 1 à Eybens : L'école du Val : Les actions ont eu lieu auprès des élèves de cycle 3 CM1 et CM2 demi-pensionnaires de l'école sur la thématique « sport et citoyenneté ».
- 2 à Montbonnot : L'école du Bourg et l'école du Tartaix : L'action « prévention à la violence » a touché les élèves de CM2 des 2 écoles.

1 à Saint Pierre de Mésage : 1 classe de cycle 3

Nombre d'élèves concernés : 600

Actions dans les collèges

Grenoble : Le collège Vercors. Cette action de « prévention à la violence et éducation à la citoyenneté » a touché les 3 classes de 5émes et avait pour support le parcours 3 de l'outil pédagogique « Objectif Paix ».

Rives : Le collège Robert Desnos. Interventions auprès des élèves de SEGPA : 6émes et 5émes avec l'outil pédagogique « Des lois pour vivre ensemble » et 4émes et 3émes avec le parcours 3 de l'outil pédagogique « Objectif Paix ».

Bourg en Bresse : Collège T.Riboud. L'action a touché les 6 classes de 6émes et les 6 classes de 5émes avec, pour support pédagogique, l'outil « Objectif Paix »

Bastia : Collège Montésoro. Interventions auprès des 8 classes de 6ème sur la prévention à la violence à l'aide du parcours 3 « insultes, moqueries, souffre-douleur, bouc-émissaire, autorité, toute puissance » de l'outil pédagogique «Objectif Paix ».

Nombre d'élèves concernés: 615

Autres actions

Collectif S.S.I Eybens : Animation autour du parcours 2 « Fait, perception, opinion, préjugé, généralisation, rumeur » de l'outil pédagogique « Objectif Paix » auprès de 2 classes de CM2.

Chalet l'Oasis à Lans en Vercors : Animation auprès de 2 classes de CM2 de la région Parisienne sur la résistance dans le Vercors et l'éducation à la Paix.

Echirolles: Journée inter-écoles. Valorisation des travaux fait par les élèves des écoles Delaune et Jolliot Curie et présentation d'ateliers ludiques aux écoles n'ayant pas participé aux activités de l'école de la paix.

Corse : Ajaccio et Bastia. Formations pour adultes : Initiation à la communication non violente.

Cinéma La Mure : 2 Débats avec des collégiens autour du film « Wadjda »

NSTL : Animations auprès d'élèves de primaire autour de l'outil « L'Europe, une aventure de paix ».

Nombre de participants: 360

3. Animations périscolaires

L'Ecole de la Paix s'est investie, à la rentrée 2013, dans le temps des animations périscolaires dans les communes de Crolles, Voiron, et La Buisse.

Cette première année d'application de la réforme ne s'est pas déroulée sans difficultés organisationnelles, ce qui est compréhensible au regard de la charge de travail supplémentaire pour les personnels de mairie. Problème d'inadéquation entre salle et activité, groupes trop importants, mais surtout fatigue des enfants, nous ont poussé à nous adapter.

Les conditions d'interventions sont très différentes d'une commune à une autre, voire d'une école à une autre au sein d'une même ville.

A Crolles, par exemple, une séance dure 45 minutes. Un cycle correspond à 6, 7, ou 8 séances en fonction du calendrier des vacances scolaires.

C'est peu, non seulement pour mener des séances suffisamment riches, mais aussi pour créer des liens intéressants avec les enfants.

Pour l'Ecole de la paix également, c'était un défi, car cela a demandé à l'association de repenser sa pédagogie afin de s'adapter à une configuration inédite. Les animatrices de l'Ecole de la Paix ont ainsi été amenées à effectuer un important travail d'adaptation de deux des outils de la structure, le conte du Roi Bolduck (destiné aux plus petits, CP-CE1-CE2) et « Des lois pour vivre ensemble » (CM1-CM2).

Les objectifs de ces temps reprennent les valeurs clé de l'association : vivre ensemble, respect de l'autre, développement des capacités d'empathie des enfants, rejet de la toute-puissance... Les animations sont allégées en termes de contenu, privilégiant l'expression orale et corporelle des enfants. Pour cela, le mime et le théâtre sont des alliés permettant de faire le lien entre message citoyen et aspect ludique.

Des temps de rencontre entre les instances éducatives des villes et les intervenants périscolaires, auxquels a participé l'EDP, ont permis d'échanger sur les problématiques rencontrées, et trouver des pistes d'amélioration.

Le périscolaire pourrait se révéler une activité stimulante, et activer de nouveaux partenariats. La participation de l'EDP à la construction du PEDT (Projet Educatif de Territoire) a ainsi permis de tisser les premiers liens d'une relation sur le long terme avec la ville de Crolles.

4. Locations et ventes de nos outils

Locations de l'exposition « Le sentier de la guerre ou comment l'éviter... »

- 11 Établissements
- Isère : Collège de Péranche + 5 collèges publics Grenoblois subventionnés par Grenoble Habitat.
- Hors Isère : Collège Marcel Pagnol Pierre Bénite, Fédération des Œuvres Laïques de Haute Savoie, Collège Pré Bénit Bourgoin-Jallieu, Cité Scolaire Apt et le collège Marcel Chêne de Pontcharra.

Locations et ventes de la mallette « Objectif Paix » :

- Location: 3 structures:
- La Soupape à Autrans, L'association CASE Méru et la ville d'Ermont.
- Ventes: 9 structures:

- Le collège Michel Servet d'Annemasse, le collège Barnave de Saint-Egrève et le collège Itard Oraison.
 - L'école Kerber de Grenoble et l'école Française de Téhéran.
 - Kurioz, plateforme de vente d'outils pédagogiques (Poitiers)
 - Semaine de la Solidarité Internationale d'Eybens,
 - l'association d'éducation populaire La Cordée de Grenoble,
 - le centre de l'île du Battoir
 - la Haute Ecole Pédagogique de Béjune.

Ventes « Apprenons à vivre ensemble » maternelle

- 9 structures:
- Les écoles Malherbe, Jean Racine et Anatole France à Grenoble.
- Les maisons de l'enfance Bachelard et Teisseire/ Malherbe.
- L'école Française de Téhéran
- Madame Mignotte (Ecole Kerber à Grenoble)
- La ville de Roussillon et Graine de Paix Genève.

5. Bilan du concours « messages de Paix » 2013

Ce concours a été organisé par l'Ecole de la Paix en partenariat avec la Semitag (société de transports collectifs de l'agglomération grenobloise) pour la sixième année consécutive. Malgré les difficultés de cette rentrée (mise en place des activités périscolaires), 8 établissements scolaires ont participé à ce concours : 4 écoles et 4 collèges soit 18 classes : près de 300 élèves. Ce concours a débuté lors de la journée de la paix, le 21 septembre, et s'est terminé le 5 octobre 2013.

5 prix ont été décernés. Les messages primés ont été affichés dans les stations de tram pendant les deux premières semaines de novembre.

D'après les enseignants, ce concours, situé proche de la rentrée, permet de mettre en place les règles de vie dans la classe.

L'un des messages primés :

La Paix

La paix est un équilibre fragile, Elle demande de ne pas rester immobile, La Paix est un rêve suspendu, Elle demande une confiance absolue.

Lucie: élève de 4e

6. Café de la paix

Animés par un professeur de philosophie à la retraite, André Burnet, ils permettent d'approfondir un thème relié à l'actualité et à la culture de la paix.

Une quinzaine de jours avant chaque Café de la paix, des textes de préparation, consultables à l'École de la paix et sur Internet, sont proposés par l'animateur.

Les trois derniers cafés ont porté sur les thèmes de la corruption, l'humiliation, et la vengeance.

Nous en sommes tout de même à la 45^e édition!

Une réelle attente a été créée pour un public régulier, qui vient mensuellement à ces rendez-vous.

7. Perspectives

Le développement de notre action doit s'accompagner d'une recherche de partenariats privés

Chacun peut constater que si nous élargissons notre périmètre d'intervention, l'EDP a besoin de davantage de fonds.

Ceux-ci proviennent des cotisations des adhérents, des dons, et des subventions.

Les subventions (collectivités et fondation) ne croissent pas et vont plutôt en diminuant.

Nous nous sommes tout d'abord tournés vers les bailleurs sociaux :

Les bailleurs sociaux connaissent quelques problèmes dans leur parc locatif (dégradation, occupation illicites des halls d'entrée d'immeuble, agressions verbales), aussi avons-nous eu l'envie de nous rapprocher de l'un d'entre eux, Grenoble Habitat. Les plus jeunes de ceux qui commettent des dégâts sont collégiens (il y a aussi quelques « jeunes » adultes !!) nous avions donc intérêt à mener l'action ensemble.

Grenoble Habitat

Grenoble Habitat est une Société Anonyme Immobilière d'Economie Mixte (SAIEM), bailleur social, constructeur et promoteur présente sur dix communes de La Métro . Grenoble Habitat a accepté de conventionner avec l'EDP pour l'année scolaire 2013/2014 afin de prendre en charge financièrement le coût global de la location de l'exposition « Le sentier de la guerre ou comment l'éviter » (15 jours sur site, transport et formation à l'utilisation) pour les dix collèges publics de Grenoble. Neuf collèges sur dix ont utilisé l'exposition, 800 collégiens ont pu en profiter.

ABSISE

Nous avons également rencontré la Société Dauphinoise de l'Habitat qui nous a conseillé de rencontrer ABSISE, l'association des bailleurs sociaux de l'Isère. Le président B. Mollaret et la vice-présidente A. Hugonin ont rencontré le Conseil d'Administration

en février 2014. Un projet a été évoqué : élaborer conjointement un panneau supplémentaire à l'exposition « le sentier... » axé sur le vivre-ensemble dans son immeuble.

ACTIS

ACTIS est le premier bailleur de l'agglomération grenobloise (11500 logements). Des rencontres ont eu lieu et des projets sont en cours d'étude.

PLURALIS

Implantée en Isère, Pluralis est une société spécialisée dans le logement social, de la maîtrise d'ouvrage à la gestion locative (10600 logements) Des interventions en classes de CM1 et CM2 dans une école de Voiron sont en cours de préparation.

Nous avons aussi présenté un projet à la fondation Simply Market qui portait sur un travail autour de « la mallette cacao » en co-animation EDP/Simply Market. Notre projet a été retenu à hauteur de 5230€. Il est en cours de réalisation dans des structures socioculturelles et des écoles de Grenoble.

Pôle médiation et solidarité internationales

Les « chantiers de paix » d'une association grenobloise au service d'une relation Nord-Sud repensée







1. Une action multiforme en faveur de la paix en Colombie

Contexte pays

La Colombie est un pays toujours englué dans un conflit interne vieux de plus de 50 ans entre guérillas (FARC, ELN), paramilitaires et Etat. Ce conflit a fait plus de 220 000 morts et près de 5 000 000 de déplacés internes, soit le deuxième pays au monde le plus touché par ce phénomène après le Soudan.

Cependant, les choses évoluent positivement ces dernières années, du moins l'espoir est certain pour que le pays trouve enfin le chemin de la paix. Cela se caractérise notamment par les négociations entamées en novembre 2012 entre les FARC et le gouvernement.

Cette année 2013 a été le théâtre de nombreuses mobilisations citoyennes pour mettre fin aux grandes inégalités qui caractérisent la société. Les différents secteurs (militaires, ONG, entreprises, institutions, médias, etc.) se rapprochent doucement mais surement les uns des autres pour dialoguer et construire ensemble un avenir commun.

La Colombie est désormais aussi identifiée comme l'un des pays les plus attractifs en termes d'investissements (tourisme, extraction minière, services, transports, etc.). Un accord de libre échange entre l'UE et la Colombie est d'ailleurs entré en vigueur le 01 aout 2013.

Avec toutes ces évolutions, c'est actuellement la Colombie de demain qui est en train de se dessiner entre craintes et opportunités.

L'Ecole de la paix et la Colombie

L'Ecole de la Paix intervient auprès de partenaires colombiens depuis 20 ans. Elle a cette particularité de proposer des rapprochements entre les différents secteurs et a une trajectoire de coopération avec :

La Société civile: par sa participation au Laboratoire de Paix du Magdalena Medio – projet soutenu par l'UE – depuis 1996 ou encore avec le CINEP (Centre de Recherche et d'Education Populaire) depuis 1992 dans la mise en œuvre de projets d'accompagnement aux communautés et de diffusion d'outils pédagogiques.

Les organisations locales: dans le Pacifique colombien notamment, avec le soutien à l'organisation ASCOBA (Association des Organisations et Conseils Communautaires du Bas Atrato) qui milite pour la défense des droits des paysans afro-descendants dans cette région du nord ouest de la Colombie particulièrement touchée par le conflit.

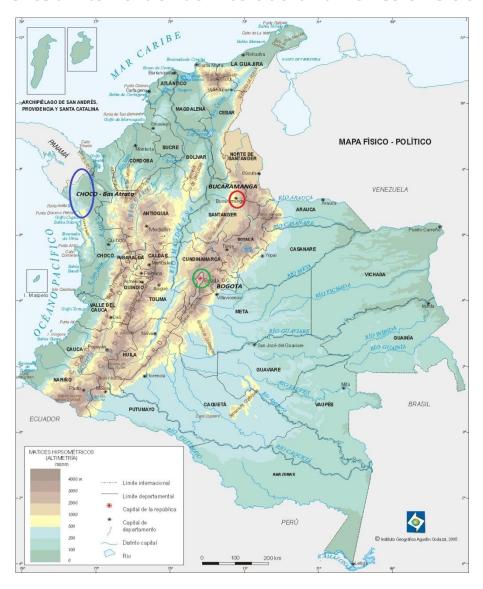
Les militaires: avec l'Ecole de Guerre de Bogota notamment, mais aussi EURO-ISME (Société Internationale des Militaires pour la Paix) et la FPH (Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme) en organisant et en participant à plusieurs conférence depuis 2001, sur le rôle des forces de sécurité et leur formation dans la construction de la paix.

Le secteur culturel et académique: par ses liens avec l'Alliance Française de Grenoble et de Buccaramanga, sur des projets de construction de la paix à travers l'art, que cela soit avec des jeunes musiciens ou encore avec le peintre Kintana, sur lequel l'Ecole de la Paix a réalisé un film documentaire en 2010.

L'Ecole de la Paix agit donc sur ce terrain à travers une approche globale, militant pour le rapprochement entre secteurs dans un pays particulièrement polarisé par le conflit. Avec une si longue histoire commune, l'Ecole de la Paix et les différents partenaires ont eu de nombreuses

occasions de travailler ensemble et de dynamiser la relation par des visites mutuelles, en France ou en Colombie.

Les zones d'intervention de l'Ecole de la Paix en Colombie en 2013



Partenaires principaux

Réseau France Colombie Solidarité: crée en 2012, ses membres sont l'Ecole de la Paix, le CCFD-TS, Mâcon Solidarité Colombie, Secours Catholique, ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture), Amnesty International, TEJE et Entre Todos, ces deux dernières étant issues de la diaspora colombienne. Thèmes: droits humains, développement et culture de paix. Actions: communication et plaidoyer, EAD-SI, coopération internationale.

Site: www.reseaufrancecolombie.wordpress.com

CINEP / PPP: Centre de Recherche et d'Education Populaire / Programme pour la Paix. Fondation jésuite colombienne créée en 1972. Environ 75 salariés. Couverture nationale des projets. Thèmes: conflits et paix, développement, mouvements sociaux, droits humains, politiques publiques, réconciliation et mémoire. Actions : plaidoyer, communication, recherche et publication, accompagnement aux organisations sociales, éducation et formation.

Site: www.cinep.org.co

UNAD: Université Nationale Ouverte et à Distance. 170 000 étudiants au niveau national. 1 antenne en Floride. Enseignement général et technique. Particularité de former en priorité les personnes éloignées des zones urbaines grâce à Internet et à des centres de formation délocalisés, mais aussi de travailler avec toutes les parties aux conflits et les victimes.

Site: www.unad.edu.co

ASCOBA: Association des Organisations et Conseils Communautaires du Bas Atrato (département du Choco). Crée en 2003. Regroupe 48 communautés de la région, représentant environ 15 000 habitants. Thèmes : défense du territoire et des droits humains, développement propre, préservation de l'identité culturelle et construction de la paix. Actions : représentation et visites aux communautés, plaidoyer, relations avec les ONG, mise en œuvre de projets, communication.

Site: www.ascoba.org.co

EURO-ISME: Société Internationale d'Ethique Militaire – Europe. Organisation créée en 2006 et regroupant de nombreux gradés militaires et des personnalités du monde académique européen. Thèmes: éthique militaire, culture de paix, politiques de défense et de sécurité. Actions: recherche, organisation de colloques, formation.

Site: www.euroisme.eu

Actions menées en 2013

PILOTAGE DU RESEAU FRANCE COLOMBIE SOLIDARITES

Crée en 2012 sur la base du Comité Français de Solidarité avec les Populations du Choco qui datait de 1998, le Réseau est un espace collectif de coordination et de concertation entre organisations françaises menant des actions de coopération et de solidarité internationales en lien avec la Colombie. Ses domaines d'intervention sont les droits humains, le développement et la culture de paix. Le Réseau travaille autour de trois axes que sont l'information et le plaidoyer, l'Education au développement et à la solidarité internationales et la coopération avec les organisations de terrain.

Comme cela était déjà le cas avec le Comité initial, l'Ecole de la Paix est mandatée par les membres pour assurer le pilotage et le développement du Réseau. En cela, l'année 2013 a été particulièrement fructueuse dans ce domaine.

*Un réseau qui s'étoffe

De trois organisations fondatrices en 2012 (Ecole de la Paix, CCFD-TS, Mâcon Solidarité Colombie), le Réseau compte 8 membres au 31 décembre 2013. Les partenaires entrants sont le Secours Catholique, l'ACAT, Amnesty International, TEJE, Entre Todos.

Un développement qui a permis de passer le temps salarié sur ce projet de 24h/hebdo à un temps plein sur l'année complète. Cela a aussi permis de créer et de former une équipe de 15 bénévoles réguliers qui accompagnent le coordinateur dans la traduction, l'analyse de presse, la recherche de financements, la communication et le plaidoyer.

*Une communication riche et diverse

- Des outils de communication ont été améliorés ou créés pour rendre plus visibles et accessibles les actions de l'Ecole de la Paix sur ce terrain :
- Un site Internet lancé en mars 2013 : 47 pages d'information / 6 793 visites / 14 abonnements
- Une page Facebook améliorée : 182 abonnés
- Une revue de presse francophone sur la Colombie renforcée : 336 articles postés / 655 visites / 9 abonnés
- Une articulation avec le site Territoires de Paix : 10 articles de réflexion publiés

La base de sympathisants liée à ce projet a été considérablement agrandie puisqu'elle compte aujourd'hui 653 contacts. Ce public est régulièrement informé des actions et de l'actualité colombienne. Cela a été permis grâce à la réalisation d'une plaquette d'information diffusée à 500

exemplaires en français et 200 en espagnol. Mais aussi par la mise en place d'un bulletin d'information régulier – 10 éditions. Ce public est composé des membres du Réseau et de leurs adhérents, d'étudiants, d'ONG, de militants mais aussi d'institutions comme le MAE (Ministère des Affaires Etrangères) ou l'Ambassade de France à Bogotá, où le Réseau est par ailleurs référencé.

*Une légitimité acquise auprès des autorités

Preuve de cet activisme, des réunions avec les autorités ont permis de mieux faire connaître les problématiques colombiennes et la légitimité du projet. Ce fut le cas avec le Député des français d'Amérique Latine, Sergio Coronado, les services Amérique Latine du MAE, l'Ambassade de France à Bogotá notamment.

*Organisation et coordination d'une Campagne nationale pour le soutien aux initiatives de paix en Colombie.

Destinée au grand public et aux élus, cette campagne a été lancée le 20 avril 2013 à la Mairie du 14^{ème} arrondissement de Paris avec Mr le Consul, le Journaliste Maurice Lemoine et Richard Pétris. 70 personnes présentes. 13 associations adhérentes à la Campagne. 5 régions concernées. 22 signatures d'élus dont 2 sénateurs, 1 député et 4 maires. Une page est consacrée à cette campagne sur le site.

*Des jeunes Grenoblois sensibilisés au développement durable et à la citoyenneté

Participation de l'Ecole de la Paix au programme REDSSO (Régions pour l'éducation au développement durable et à la solidarité internationale) de la Région Rhône Alpes avec 2 projets en partenariat avec des établissements scolaires de l'agglomération grenobloise.

Collège Pierre Dubois de Seyssinet - 8 interventions, 90 élèves. Projet autour de la citoyenneté internationale et des échanges avec les jeunes Colombiens. 1 vidéo réalisée.

Lycée horticole de St Ismier – 2 interventions, 36 élèves. Projet de sensibilisation au développement durable autour de l'huile de palme.

Utilisation à 6 reprises de l'outil pédagogique vidéo de l'Ecole de la Paix : « Le Meilleur coin des Amériques ». 2 outils de présentation Power Point crées : « L'Huile de palme en Colombie » et « Choisir la non-violence pour construire la paix ».

*Une relation toujours présente avec les organisations colombiennes

Gestion d'une personne en Volontariat de Solidarité Internationale qui a mis en œuvre des projets et activités de reconstruction du lien communautaire dans la région du Chocó-Bas Atrato, en lien avec notre partenaire le CINEP.

8 visites de plusieurs jours aux communautés afro descendantes. 4 réunions avec les éducateurs de la ville de Riosucio.

Réalisations de supports pédagogiques pour les populations sur les Droits humains et le Droit International Humanitaire d'une part et sur la récupération de la mémoire historique d'autre part.

Réalisation d'un document de diagnostic socioculturel identifiant les traits propres à la socioéconomie de la région et mettant en exergue ses évolutions dans le contexte du conflit armé.

*Mission en Colombie du 11 août au 02 septembre - par Olivier Lagarde

Avec l'Université Nationale Ouverte à Distance (UNAD) - co-organisation et participation au 1^{er} Colloque sur les défis et les enjeux de la paix en Colombie dont le sujet était : « Un regard du local à l'international ». 140 personnes présentes + 40 en vidéo-conférence. 7 intervenants, dont 2 interventions de l'Ecole de la Paix : « Expérience comparative de la construction de la paix au Congo », (enregistrée) par Matthieu Damian, Directeur, et « Les horizons de la coopération et de la solidarité internationales avec la Colombie », par Olivier Lagarde, Coordinateur du Réseau.

ETUDE ET MEDIATION: LE DIALOGUE ENTRE CIVILS ET MILITAIRES

Projet « Le dialogue civilo-militaire comme l'un des enjeux fondamentaux de la construction de la paix en Colombie ».

3 réunions à Bogota avec des personnalités liées aux milieux militaires en Colombie dont l'Attaché de défense de l'Ambassade France à Bogota et l'ancien Directeur de l'Ecole de Guerre de Bogota.

Participation d'Olivier Lagarde au 2nd Symposium International sur l'Ethique Militaire organisé par l'Ecole de Guerre de Bogota et EURO-ISME au sein de la délégation internationale d'EURO-ISME. Bogota, du 7 au 11 octobre 2013. 2 jours de présentation des publications et 2 jours de conférences. 400 participants.

Elaboration d'un projet d'étude et de médiation pour 2014 où l'Ecole de la Paix coordonnera les études sur le rôle et la place des militaires en Colombie dans un scénario post-conflit et permettra de réunir un groupe mixte de personnalités de la société civile et des militaires.

Participation de Richard Pétris au 3^{ème} congrès international des sciences de la police : « Vers la transformation de la mentalité socio-policière ». 30 intervenants. 500 participants. Intervention de Richard Pétris : « Vivre ensemble, ou la nécessité de nouveaux paradigmes en Colombie comme dans le monde ».

COOPERATION CULTURELLE ET ACADEMIQUE

Collaboration avec l'Alliance française de Grenoble. Visite en Septembre 2013 de 5 adolescents colombiens de la Ville partenaire de Bucaramanga, 5 ème ville colombienne. Lauréats d'un concours de français organisé par les Alliances françaises, ils ont visité l'Ecole de la Paix et le Collège Pierre Dubois de Seyssinet notamment.

1 exposition pendant une semaine des œuvres du peintre Kintana à la mairie de Bourg-Les-Valence (26) dans le cadre de la Semaine de l'Amérique Latine. Présentation de l'Ecole de la Paix par Guillermo Uribe – administrateur et Président de l'Alliance Française de Grenoble en présence du Sénateur Maire, Mr. Bernard Piras.



Liens et ressources disponibles en version physique sur demande :

Supports pédagogiques et de présentation

DVD de Daniel Vin, « Le Meilleur coin des Amériques », 2008.

DVD de Daniel Vin, « Kintana, un peintre colombien qui témoigne », 2010.

DVD de Marie Combe et par les élèves du Collège Pierre Dubois de Seyssinet, « Buenos Dias Colombia », 2013

Vidéo entretien avec Matthieu Damian, Directeur de l'Ecole de la Paix : « L'expérience du processus de paix au Congo », réalisée dans le cadre du Colloque UNAD de Medellin, le 16 août 2013.

Vidéo de présentation du Réseau France Colombie Solidarités.

Rapports

Compte rendu de mission en Colombie - Olivier Lagarde - Aout 2013

Compte rendu du 3^{ème} Congrès des sciences de la Police à Bogota – Richard Pétris – Octobre 2013

Liens ressources sur Internet

Site du Réseau France Colombie Solidarités : www.reseaufrancecolombie.wordpress.com

Revue de presse francophone sur la Colombie : www.scoop.it/t/ici-colombie

Articles de réflexions Colombie sur le site Territoires de paix :

www.territoires.ecoledelapaix.org/category/terrains/colombie

L'atelier culturel de Kintana : www.fr.londootiloo.org/projets/l2019atelier-culturel-de-kintana : <a href="www.fr.londootiloo.org/projets/l2019atelier-culturel-de-kintana-kinta

La Colombie à Seyssinet : les communautés afrodescendantes : www.fr.londootiloo.org/projets/film-franco-colombien-la-vie-des-adolescents/?searchterm=pierre%20dubois

2. Congo-Brazzaville : 12000 enfants formés à la culture de la paix entre 2011 et 2013 !

Contexte: un pays encore meurtri par la guerre

A la sortie de la guerre civile qui a déchiré le Congo-Brazzaville, l'Eglise Evangélique du Congo a décidé de créer une association, l'Action Evangélique pour la Paix (AEP) qui concourt à la réconciliation et au vivre-ensemble dans le pays. En 2003, les premiers contacts étaient pris avec l'Ecole de la Paix. Depuis lors, un partenariat pérenne est engagé avec cette organisation.

En 2013, L'Ecole de la Paix est intervenue au Congo, comme les années précédentes, dans deux cadres distincts, le partenariat avec l'association AEP, la participation au Programme Concerté Pluri Acteurs (PCPA-Congo) de renforcement de la société civile.

L'année 2013 a vu la fin du projet AEP " Projet Education au Vivre ensemble, à la Paix et au Civisme". Ce projet a commencé en 2011 et a permis à 11.357 enfants de participer à 740 animations les sensibilisant au respect d'eux-mêmes et des autres, aux règles du vivre-ensemble et à la construction de la paix.

En juin 2013, s'est achevée la première phase du PCPA "en vraie grandeur". Au cours du second semestre, une phase intermédiaire a permis la préparation de la troisième phase. Ce programme concerne 85 Organisations de la Société Civile congolaise, dix OSC françaises et des structures administratives.

Partenariat avec l'AEP

Tout au long de ce projet "Education au Vivre ensemble, à la Paix et au Civisme", l'Ecole de la Paix en a suivi l'exécution, a participé à ses avancements et à ses difficultés, puis a contribué à la réflexion sur les résultats acquis et aux suites à donner.

Au cours de ce projet a été utilisé le programme pédagogique "La marche pour la paix" qui avait été mis au point précédemment par adaptation de l'outil EdP "Objectif paix".

Un premier apport de l'évaluation des résultats a été donné dans un collège situé sur la "ligne de front" qui séparait les quartiers Nord et Sud de Brazzaville pendant les guerres civiles

récentes. Jusqu'alors, les enfants issus de chacune de ces parties de la ville avaient tendance à s'ignorer ou à s'affronter (comme encore leurs parents de temps à autre). Après ces animations, ces collégiens ont dit avoir compris qu'il valait mieux vivre ensemble en paix. Ce projet a été largement financé par le PCPA-Congo.

Ce faire l'année passée, les enfants réunis en petits groupes fixent leur attention sur des dessins et réfléchissent ensemble sur les thèmes suggérés par ces dessins.

Ces 740 animations se sont tenues dans des écoles publiques et confessionnelles, et dans des collèges, à Djambala et Ouesso.

Ce résultat (11.357 enfants participant) est positif. Il a été obtenu grâce à l'engagement des formateurs, membres de l'AEP ou fonctionnaires du ministère de la jeunesse et de l'éducation civique. Il a été réalisé malgré des défis de tous ordres: difficultés de communication, des liaisons et transports et grèves, ... Le directeur de l'EdP et le chargé de projet en charge de l'animation de ce projet ont participé au Comité de pilotage de ce projet. Cela a permis de faire le point des résultats



Le coordinateur de l'AEP, Raïs Louamba Honghat effectuant une formation

Une action qui s'inscrit au sein d'un financement original : le Programme Concerté Pluri Acteurs

La participation du directeur de l'EdP et du chargé de projet à l'assemblée plénière des 19 et 20 Juin a permis de faire le point de l'évolution de ce projet de coopération franco-congolais avec la participation de la Commission Européenne.

Le PCPA rassemble 85 Organisations de la Société Civile congolaises (associations de base, ONG, syndicats, collectifs, réseaux et ONG internationales, des départements les plus peuplés), 2 conseils départementaux congolais (Niari et Sangha) ; 10 OSC françaises (associations, syndicat) ; 3 ministères techniques congolais (Plan, Affaires sociales et Coopération) ; et le Ministère français des Affaires étrangères et européennes. Le Comité de pilotage de 11 membres réunit des OSC congolaises (majoritaires), 3 OSC françaises et des représentants des pouvoirs publics, avec l'association française garante, le Comité Français pour la Solidarité Internationale.

Une cellule exécutive de 15 salariés locaux met en œuvre les orientations et décisions du CoPil. Au cours de la deuxième phase de ce programme, les formations et conseils sur place ont permis une amélioration sensible des pratiques associatives, ce qui a renforcé l'efficacité et la crédibilité de ces OSC.

La première phase du PCPA a financé 43 projets qui ont bénéficié à plus de 210.000 personnes, toutes les procédures ayant été respectées strictement et contrôlées, la plupart de ces projets faisant collaborer plusieurs OSC, parfois aussi avec des organismes publics.

Ces résultats sont donc tout à fait positifs, en ligne avec les orientations initiales. Une documentation importante (films, analyses, rapports, journaux ...) est disponible.

L'EdP a participé à l'exécution de ce programme sur place et lors des réunions à Paris des membres français du programme.

La phase intermédiaire au cours du second semestre 2013 a permis de clôturer les comptes pour l'Agence Française de Développement, principal financeur, et de préparer la seconde phase qui a commencé en Janvier.

Perspectives

L'EdP poursuit ses activités au Congo en 2014.

L'AEP est relancée avec une nouvelle Coordination. Elle se prépare à lancer de nouveaux projets.

La seconde phase du PCPA a commencé. Elle met un accent plus fort sur les collaborations entre OSC. Elle insiste sur le développement de plateformes thématiques rassemblant des associations travaillant dans des domaines proches.



3. Vers une grille d'analyse sur la culture de la paix au Nord Mali

Contexte : Comment travailler dans le cadre d'une coopération décentralisée en temps de crise ?

L'Ecole de la Paix est engagée depuis plus de dix ans maintenant aux côtés du Conseil Régional Rhône-Alpes en tant que structure de réflexion et de développement de programmes de formation et d'intervention concernant l'éducation à la culture de la paix et la prévention des violences. Depuis 18 mois, l'Ecole de la paix, anime un projet de réflexion-action concernant les coopérations décentralisées en période de crise.

Au départ de la réflexion, la crise malienne, qui a pris tous les acteurs de la coopération par surprise, nous a conduit à imaginer une réflexion au sein de laquelle les acteurs d'un réseau thématique constitué par la Direction de l'Europe, des Relations Internationales et de la Coopération, pourraient contribuer à formaliser des outils de prévention des tensions afin de mener des actions préventives pour diminuer le recours à la force et aux violences.

Ce projet vise à contribuer à la réflexion collective, en Rhône-Alpes, concernant l'évolution des pratiques de coopération décentralisée à la faveur des crises qui touchent, actuellement, des territoires avec lesquelles la région mais aussi les collectivités de Rhône-Alpes ont tissé des liens durables (Mali, Liban...).

A la recherche d'une méthode pour des coopérations plus pertinentes

L'élément central de ce projet vise à comprendre et à diffuser une connaissance sur les méthodologies de lecture des conflits, en tant que systèmes ou écosystèmes. Compris comme un mode de relation perturbé par le recours à la violence, le conflit est avant tout abordé comme un système de relations sur lesquelles les ressources extérieures dont font partie les apports des coopérations décentralisées ont un impact.

Par exemple, si, au cours d'une coopération décentralisée, une assistance (matérielle ou immatérielle) est apportée à un groupe pour répondre à ses besoins. Elle pourra dans le même temps, exclure le groupe concurrent. Dès lors, l'apport de cette aide, pour bien intentionnée qu'elle puisse être, va, dans le même temps, renforcer les tensions locales, au risque de conduire à un conflit qui fera échouer le projet initial.

En construisant une grille de lecture commune des territoires, pour mettre à jour les tensions et lignes de fracturation, le projet de l'Ecole de la paix entend permettre de limiter les impacts négatifs involontaires des pratiques de coopération décentralisé

Un panel d'activités variées

Le projet implique les actions suivantes :

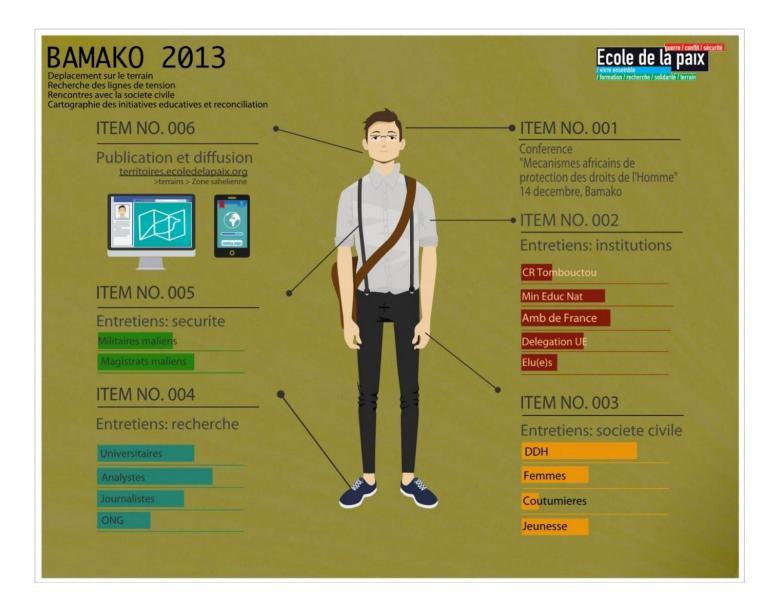
- Réflexion, consultation, compilation d'information sur le Mali et particulièrement la région de Tombouctou
- Formation aux méthodologies d'appréhension et de lecture des crises
- Réflexion sur l'action de coopération sur des terrains fragilisés
- Animation de réseau
- Tentative de formalisation d'une approche collective de la formation à la culture de la paix
- Construction d'une grille méthodologique de recherche en terrains de crise applicables aux coopérations décentralisée
- Constitution éventuelle d'une méthodologie d'analyse des territoires de coopération visant à analyser, via des équipes locales, l'évolution des contextes sociaux et politiques, afin de suivre l'évolution des tensions locales et de chercher à y répondre de manière prévention plutôt que de faire face à des crises multi-facettes trop complexes à gérer



Dans le cadre de ce projet, l'Ecole de la paix a réalisé les actions suivantes :

- Travail de réflexion, formalisé par la production de notes et d'articles publiés sur le site http://territoires.ecoledelapaix.org
- Prise de position dans les médias nationaux sur les défis de l'éducation nationale au Mali
- Production d'infographies pour faciliter la compréhension de la crise malienne, mises en ligne sur http://territoires.ecoledelapaix.org
- Création de contenus d'enseignement et de formation sur la crise malienne et les conflits africains dispensés dans des programmes de Master à l'Université Paris-Sorbonne et l'Université Pierre Mendes-France à Grenoble
- Formation sur « la situation au Sahel » aux agents du service des Relations Internationales de la ville de Grenoble
- Déplacement sur le terrain malien au mois de décembre 2013 (cf image page suivante)
- Organisation de temps de réflexion collective à Grenoble: « Qu'est-ce qu'un territoire de paix ? Approches, méthodes et expériences comparées» (Grenoble, avril 2013), « L'enjeu d'un mode de développement endogène pour le Mali: conférence d'Issa NDiaye » (Grenoble, janvier 2014).
- Participation aux grands évènements de la réflexion sur l'avenir de la coopération décentralisée française: intervention au cours de la journée d'étude sur la coopération décentralisée organisée par l'IDHIL à l'Institut d'Etudes Avancées de Nantes (Nantes, décembre 2012); conférence sur la relance du développement au Mali, « Les collectivités,

- piliers de la paix et du développement au Mali » (Lyon, 19 mars 2013), participation au comité d'organisation du colloque de Grenoble sur l'AICT (IEP Grenoble, décembre 2013)
- Signature d'une convention de partenariat avec le Centre d'Assistance et de Promotion des Droits de l'Homme de Bamako (janvier 2014), destinée à formaliser un cadre de collaboration sur les méthodes de formation à la culture de la paix.



4. L'Ecole de la Paix réalise un documentaire plaidoyer sur le Mékong

COMPTE RENDU DU VOYAGE AU CAMBODGE DU 12 AU 22 NOVEMBRE 2013

Daniel Vin, administrateur de l'Ecole de la Paix, a réalisé plusieurs films pour l'EDP comme « Le Meilleur coin des Amériques » ou un documentaire sur le peintre Jenaro Kintana. Il vient de terminer un film sur le Mékong intitulé « Mékong : les pièges du progrès » qu'il est allé présenter au Cambodge en novembre 2013. Nous vous livrons ci-dessous son compte-rendu de mission.

Les objectifs du déplacement au Cambodge

- Lancement et promotion du film documentaire "Mékong, les pièges du progrès la sécurité alimentaire dans le bassin du Mékong",
 - organiser la diffusion maximale du film au Cambodge,
 - réaliser une projection du film dans un des villages où a eu lieu le tournage,
- rencontrer des acteurs locaux pour créer un réseau d'organismes poursuivants des objectifs similaires ou complémentaires à ceux de l'EDP et de la FPH

Activités : une série de projections qui rencontre un écho positif

La « première » du film

Mon choix de l'endroit de la projection s'est porté sur le Centre Audiovisuel de Bophana à Phnom Penh, créé et dirigé par le réalisateur Rithy Panh, que Richard Pétris connaît pour l'avoir rencontré lors de son exil en Isère après la fin du régime des Khmers rouges. J'avais recruté une jeune étudiante cambodgienne comme attachée de presse, avec laquelle j'ai préparé la manifestation à distance. Elle a été chargée de contacter les médias, journaux et télévisions, ainsi que des personnes que j'avais rencontrés lors de précédents séjours, pour les inviter. Elle s'est aussi occupée de faire graver les DVD qui seront notamment distribués lors de la première. Les trois jours qui ont précédés la manifestation ont été consacrés à appeler les personnes, journalistes et contacts divers et à prendre livraison des 400 DVD

La manifestation le 15 novembre 2013

La manifestation comprenait deux projections, la première en khmer, la seconde en anglais, et chacune suivie d'un espace-temps pour des questions et un débat.

La première séance a été précédée de mon interview filmée par les représentants de deux chaînes: CNC (qui a refusé de projeter le film, l'un de ses propriétaires ayant des intérêts dans une entreprise de construction de barrages) et HM HDTV.

Séance en Khmer

La petite salle d'une trentaine de places était comble. Devant le peu de réponses positives des médias à l'invitation, j'avais décidé d'accepter la demande de l'association PSE « Pour un Sourire d'Enfant » (bien connue au Cambodge comme en France pour son action en faveur des enfants des décharges) de venir avec une classe de 35 élèves.

Le mot d'introduction, préalablement traduit en khmer, a été lu par un interprète, qui a aussi traduit les questions et le débat qui s'en est suivi.

Le film étant suffisamment didactique (l'animation a été appréciée) et il n'y a pas eu de questions sur la problématique elle-même, mais plutôt sur la situation actuelle et les raisons pour lesquelles, moi et les organismes que je représentais, nous intéressions au sujet.

Séance en anglais

Elle a rassemblé une quinzaine de personnes. J'ai un peu regretté le peu de représentant d'ONG, j'ai noté la présence de l'ambassadeur de l'UE M. Jean François Cautain avec lequel j'ai pu m'entretenir avec M. Eric Baran - ingénieur biologiste qui témoigne dans le film et qui m'a été d'une très grande aide dans la réalisation de celui-ci. Il regrettait que la personne en charge de ce sujet dans sa délégation ne fût pas à Phnom Penh à ce moment. Je compte prendre contact avec celui-ci par email plus tard.

Comme pour la séance en khmer, le débat a porté sur la situation actuelle très préoccupante. M. Eric Baran étant présent, c'est essentiellement lui qui nous a informé. Pour le barrage de Xayaburi au Laos, dont il est dit dans le film que les travaux préparatifs sont engagés mais que la décision de sa construction n'est pas formellement prise, celle-ci a de fait commencé.

Plus grave est la décision des autorités du Cambodge de démarrer la construction du barrage à la jonction de deux des plus importants affluents du Mékong, le Sesan et le Srepock, au nord de Stueng Treng. Selon M. Baran, ce dernier a lui seul provoquerait l'extinction de 9% des espèces de poisson (contre un total de 30% si tous les projets étaient réalisés).

Les participants ont apprécié le ton non accusateur du film, condition indispensable pour éviter de "déplaire" aux autorités et de compromettre sa diffusion au Cambodge.

Quelques questions ont, comme pour le public cambodgien, porté sur les objectifs du film. « Les Occidentaux » ont paru plus sensibles aux arguments « paix, prévention des conflits... »

Il ressort des débats que le sujet est d'actualité et très inquiétant confirmant ce qui est dit dans la conclusion du film.

La projection du film dans l'un des villages du tournage

Il me paraissait important d'aller montrer le film aux intervenants. Bak Prea, le village où a été filmé le pêcheur en début du film était difficile d'accès de par son éloignement (une journée et demie) et le village est sous eau à cette époque. C'est donc à Koh Phdao que nous avons été, mon interprète et moi. J'avais tourné dans ce village en janvier 2012 et c'est le seul pêcheur, que j'ai rencontré, qui fût au courant de certains projets de barrage, parce que l'un de ces barrages se ferait dans sa région, l'île de Sambor. Après tout de même un voyage de 8 heures, taxi, puis bateau pour finir en moto, nous avons retrouvé Sok Sim, le pêcheur qui intervient dans le documentaire. Réception chaleureuse mais très pressé de voir le film, il n'a pas attendu pour le mettre sur son petit lecteur de DVD, avec la famille, grands et petits curieux aussi. Le personnage est intéressant et son histoire, qu'il nous a contée, illustre un des aspects du pays aujourd'hui.

Sok Sim est né en 1959 dans la province de Prey Veng proche et à l'est de Phnom Penh où il se rend avant la prise de la ville par les Khmers rouges en avril 1975. Il a donc 16 ans quand il se fait incorporer de force par le régime. Comme il est "éduqué" c'est à dire. qu'il doit avoir l'équivalent du niveau CM2 (c.à.d. éduqué mais pas trop, les Khmers rouges ont "éliminés" des milliers d'intellectuels), il sera formé à «l'école de médecine » des Khmers rouges (les guillemets sont nécessaires puisque l'enseignement y était plus que douteux). Il exercera la médecine pendant tout le temps qu'il passera avec ceux-ci, jusqu'en 1998. Il fuira devant l'avance de l'armée vietnamienne vers la région frontalière avec la Thaïlande, dans les forêts de Anlong Veng dans la province de Udo Meanchey, toujours au service des Khmers rouges. En 1998, après la défaite des derniers bastions Khmers Rouges, Sok Sim, entretemps marié avec 3 enfants, se rend dans le village qu'il n'a plus quitté depuis.

Cette histoire illustre la complexité de la situation au Cambodge où les anciens Khmers Rouges vivent côte à côte avec les victimes ; jusque dans les sphères les plus hautes de l'Etat avec plusieurs anciens Khmers rouges comme Hun Sen, l'actuel premier ministre, et beaucoup d'autres. A ce propos je l'interrogeai sur la connaissance qu'ont les Cambodgiens de l'histoire récente du pays. Il me disait que l'histoire n'est pas enseignée dans les classes primaires (elle l'est depuis peu dans les lycées) les seules auxquelles ont accès la très grande majorité des habitants des campagnes, soit 80%

de la population (l'école du village ne va que jusqu'en CM2). Et vu l'âge moyen de celle-ci, très peu ont connaissance de l'histoire récente du pays.

Il aura été proche de l'un des pires dirigeants Khmers rouges, Ta Mok, appelé « le boucher » pour sa cruauté. Il le dépeint pourtant comme un homme « honnête » qui croyait dans son combat et qui était très généreux. Sok Sim est toujours l'une de meilleures compétences médicales du village. Il joue aussi un rôle important pour la préservation de l'environnement sur l'île. Nous avons pu l'accompagner alors qu'il allait retirer ses lignes et ses filets sur le fleuve. Il a pêché en tout et pour tout 5 poissons moyens soit 2 kg pour 3 à 4 heures de travail (pose des lignes et filets, retrait, réparation...). Ceci illustre bien la difficulté de la vie sinon de la survie qui laisse bien peu de place pour l'organisation de manifestations d'opposition aux projets de barrages.

La projection a eu lieu sur le terrain de jeux de l'école. 150 à 200 villageois se sont réunis tant bien que mal devant un petit écran de télévision. Comme c'était la fête de la lune, la projection fut suivie d'une musique tonitruante jusqu'aux petites heures.

La promotion et la diffusion du documentaire

J'ai obtenu d'avoir un_article dans le journal en anglais Cambodia Daily et dans Angkor Thom Magazine. Mon interview filmée est passée sur les chaînes CNC et Hang Meas. L'attachée de presse continue ses contacts avec la presse pour obtenir d'autres articles et diffusions. RFI en khmer a été contacté et reçu des DVD. Ils sont intéressés pour faire un reportage d'une des projections itinérantes organisées par Bophana et projetant le documentaire (voir plus bas).

Des 400 DVD pressés, 100 sont venus en France. Une cinquantaine a été distribuée lors de la première ainsi qu'aux médias et personnes que j'ai pu rencontrer. Le reste a été remis à Monsieur Eric Baran qui a accepté de les remettre aux personnes ou organismes qui seraient intéressés. Par exemple, une association de défense de l'environnement et de lutte contre les constructions de barrages dans le Ratanakiri, 3S Rivers Protection Network (www.3SPN.org) a reçu des dvd.

- Bophana organise des projections itinérantes de films sur le Cambodge dans les régions rurales éloignées de Phnom Penh. Ils comptent proposer le documentaire aux autorités locales dont ils doivent obtenir l'aval pour projeter les films. Cela signifie que le film sera très probablement montré aux populations les plus concernées.
- Le centre Bophana et l'Institut français organisent le **Cambodia International Film Festival** du 7 au 12 décembre 2013 à Phnom Penh. Le documentaire sur les barrages du Mékong a été sélectionné pour y être projeté.

Voir http://www.cambodia-iff.com/index.php/en/ et http://www.cambodia-iff.com/index.php/en/films/documentaries ainsi que http://www.lepetitjournal.com/cambodge/a-voir-a-faire/culture/91572-festival-du-film-international-au-cambodge-celebrer-le-tournant

- Le film a ou va passer sur trois chaînes télé cambodgiennes, Apsara, TV3 et SEA TV je recevrai les preuves de diffusion sur DVD dans les prochaines semaines.
- Le film a été projeté par Meta House German Cambodian Cultural Center à Phnom Penh http://www.meta-house.com/
- Il a été remis à The Flicks Community Movies House, à Phnom Penh http://www.theflicks-cambodia.com/welcome/ qui va le programmer
- L'Ecole de la paix a choisi d'envoyer ce DVD ainsi que sa dernière lettre d'information à ses 250 adhérents afin de mieux leur faire connaître les outils qu'elle réalise.

Annexe : Formation effectuée par l'Ecole de la Paix au sein du service « Relations Internationales » de la ville de Grenoble

A l'école des relations internationales

Au printemps 2013, l'ensemble des agents de la direction des Relations Internationales a bénéficié d'un cycle de formation géopolitique organisé par l'Ecole de la Paix.

Construite en collaboration avec la direction des Relations Internationales, une formation de ce type destinée à



des professionnels est une expérience totalement inédite dossiers de demande de subvention au sein de la DRI et je considère cette formation pour l'Ecole de la Paix. Les agents ont ainsi fait évogéopolitique comme une chance luer le mode d'in-Les faits concrets et historiques m'ont terventions, jugé aidé à mieux comprendre le contexte culturel, économique et politique trop magistral, en introduisant des des dossiers à l'international temps participatifs. Ce sont les 15 agents de la direc-**Direction Relations Internationales** tion des Relations Internationales qui ont

la relation israélo-palestinienne, la situation en Colombie, le conflit malien, etc., chacun

suivi des modules sur

avant trouvé matière appréhender différemment son travail: nour mener à bien leurs projets et envisager leurs missions plus sereinement pour les chargés de mission, pour gérer les dossiers, mieux accueillir son public et communiquer pour l'ensemble du personnel de la direction.

"J'instruis les

Fabienne Bussy,

Un nouveau cycle de formation est d'ores et déjà prévu pour 2014.

VC.

1

(10)

Témoignage

Monique Muth, chargée de mission à la direction des Relations Internationales:

« En charge de la coopération décentralisée avec le District de Bethléem et le jumelage avec Rehovot, j'étais particulièrement intéressée par le cours sur les relations israélo-palestiniennes de Jean-Paul Burdy, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Même si je m'astreins à avoir un regard neutre et distancié concernant mon travail avec ces deux villes, il m'est difficile de faire l'impasse sur



les conséquences du conflit israélo-palestinien. Je m'étais pourtant beaucoup documentée sur l'histoire de ce conflit mais l'intervention de monsieur Burdy, si claire, si structurée m'a permis de mieux comprendre les tensions, que ce soit à Grenoble ou sur place. De plus, partager ces informations avec mes collègues me rend moins seule. Tous ont entendu ce que j'ai parfois du mal à retraduire au retour de mes missions dans ces pays. »

L'École de la paix est une association à but non lucratif

qui travaille depuis 1998 à la promotion d'une culture de la paix et du vivre ensemble, en France et à l'international. Elle conçoit des outils pédagogiques, développe des animations et des formations, assure des modules universitaires, organise des rencontres d'experts, des colloques, des expositions, et développe un réseau de partenaires dans le monde.

SERVICES

2 : Direction Relations Internationales : 04 76 00 76 72

27

Pôle « RESEAU UNESCO - ÉCOLE DE LA PAIX »

Formation des cadres et des futurs responsables de la société civile

1. Présentation du Réseau Unesco « Gouvernance et Paix »

Le Réseau UNESCO – École de la Paix a été constitué en 1999 en vue de rassembler au sein d'un même partenariat des universités en France et en Europe. Le but est de développer des modules de formation spécifiques sur quelques axes thématiques du projet de l'UNESCO :

- socialisation à la citoyenneté démocratique
- régulation pacifique des conflits
- promotion d'une culture du « vivre ensemble » dans le monde.

Il s'agit ensuite d'articuler ces thèmes avec les opérations de recherche et d'action de terrain initiées dans ces domaines par l'École de la Paix.

2. Actions engagées en 2013 en France

En 2013, les actions au sein de ce réseau ont été de deux ordres en France. La première série d'actions concerne les modules de formation annuelles au sein d'universités françaises : Institut des Droits de l'Homme à Lyon, Université Pierre Mendès France à Grenoble, Université Paris I – Institut d'Études sur le Développement Économique et Social (IEDES), Institut d'Études Politiques de Grenoble.

A l'université Paris 1 – IEDES, Deux séances d'introduction aux paradigmes de référence pour l'analyse des conflits et processus de paix (3h x 2) ont été proposées aux étudiants de Master 2 « Études sociales – Travail et développement », mention « Études du Développement », spécialité « Crises : interventions d'urgence et actions de développement » . Puis, trois ateliers (3 heures chacun) de simulation à l'évaluation de projets réels de sortie de conflits et de reconstruction sur la base d'un travail de groupe et présentation de rapports de synthèse ont suivi.

A l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble, un module de cinq séances de trois heures a été proposé aux étudiants de Master 2 Professionnel et Recherche « Sécurité internationale et défense » (Présentiel et enseignement à distance). Il avait pour titre « Analyse géopolitique de conflits et sorties de conflit »

A l'Institut d'Études Politiques de Grenoble, huit interventions de trois heures ont été proposées aux étudiants du Master 2 du programme « Analystes politiques et sociaux » de la filière OIG-ONG. L'intitulé du module était « Analyse filmique des conflits et processus de paix »

Une conférence sur la culture de la paix a été proposée à l'Institut des Droits de l'Homme de l'Université catholique de Lyon aux élèves des Masters 1 et 2 « Théorie et pratique des Droits de l'Homme ». Patrick Lecomte a également assuré une conférence sur le thème « Globalisation et transformation des conflits : une nouvelle géopolitique » à l'Institut pour l'Etude de la Francophonie et de la Mondialisation (IFRAMOND) de l'université Jean Moulin aux étudiants du Master 2 « Francophonie et Mondialisation ».

En outre, le Réseau UNESCO – École de la Paix a également proposé et ce, pour la première fois, un module de formation à l'attention du service des relations internationales de la ville de Grenoble. L'axe thématique de cette formation était la « Géopolitique des conflits et relations internationales ». L'objectif était de fournir aux acteurs des opérations de relations internationales de la ville de Grenoble quelques outils d'analyse pertinents pour appréhender la scène conflictuelle mondiale et ses implications pour leurs stratégies et leurs activités. Le format était composé de quatre sessions interactives de trois heures (voir annexe plus haut).

3. Actions engagées en 2013 au Maghreb et en Turquie

La seconde série d'actions concerne des opérations destinées à nos partenaires étrangers des conférences-débats, des colloques et des projets scientifiques en partenariat avec des

Universités, des associations, des ONG et des collectivités territoriales.

Entre le 25 et 28 mars 2013, le Réseau UNESCO – École de la Paix s'est investi dans l'organisation d'un 2eme séminaire de formation à la citoyenneté démocratique « vivre et agir ensemble » à Sfax. Cette formation s'inscrit dans le cadre de la coopération décentralisée Grenoble-Sfax, en prolongement d'un premier séminaire sur la citoyenneté (25-26/06/2012).

Cette action a été réalisée grâce au soutien et à l'engagement de l'association tunisienne « Continuité des générations » dont la



présidente est le docteur Sana Keskes. Ce séminaire visait à fournir aux nouveaux acteurs de la société civile tunisienne des clés de compréhension et d'action de leur rôle de citoyens dans la vie locale, dans un contexte appelant leur mobilisation et leur participation suite à la révolution tunisienne de 2011. Le programme s'est basé sur trois séances interactives, alternants les débats pléniers et exercices de groupes, sur une durée de deux jours. Le public était composé d'une trentaine d'acteurs de la société civile et de jeunes membres d'associations locales.

Le thème de la première séquence était « Déchiffrer la société : hétérogénéité et conflictualité ».La deuxième portait sur « Penser le Politique : légitimité et gouvernance ». Quand à la troisième et dernière séquence le thème était « Construire la société civile : citoyenneté et action collective ».

En outre, Patrick Lecomte, coordinateur du Réseau UNESCO – École de la Paix s'est rendu à Alger du 1 au 4 juin 2013 dans le cadre des programmes de formation de l'Ordre de Experts Internationaux. Il y a assuré 2 jours de formation sur le thème « géopolitique des conflits ». Enfin, Il a rempli une autre mission à Istanbul, les 22 et 23 juin 2013, sur invitation de l'ONG *Democratic Progress Institute* pour animer une Table Ronde sur « la Justice Transitionnelle et les expériences de réconciliation civile en Afrique ».

4. Activités et perspectives 2014

La chargée de mission du Réseau UNESCO « Gouvernance et Paix » a participé au séminaire de formation « Cross the Border », rencontre internationale avec des jeunes venant du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie), organisé par les CEMEA, en Rhônes-Alpes, du 17 au 24 novembre

2014 à Bouvantes (Drôme) et Grenoble (Isère). Le thème du séminaire portait sur le travail avec la jeunesse et le dialogue interculturel au sein de communautés traversées par le conflit.

Du 04 au 09 juin 2014, la chargée de mission du Réseau UNESCO « Gouvernance et Paix » a participé au Peace Event de Sarajevo, rencontre européenne pour commémorer la mémoire de la Première Guerre mondiale et créer une plateforme d'échange international sur la paix et la nonviolence. Elle a effectué ce déplacement dans le cadre d'un projet mené avec l'association VoCE (« Voix et Chemins d'Europe ») Cette rencontre se poursuit du 28 juin au 06 juillet à Lyon, avec l'accueil de jeunes Européens (Allemands, Bosniens, Polonais) dans le cadre du festival Dialogues en Humanité.

Un projet ambitieux et innovant de création d'un Réseau des acteurs de la paix via le dispositif des Bourses Explorasup a été présenté à plusieurs financeurs. Il consiste à proposer des « bourses de la paix » à des étudiants rhônalpins qui s'en iront, dans le cadre de leurs études, accomplir un stage lié à la culture de la paix dans plusieurs pays à l'international. En cas de financement, l'Ecole de la paix trouvera des lieux de stage opportuns pour ces étudiants et effectuera un suivi pertinent desdits jeunes qui participeront notamment en participant à la mise en valeur de leurs expériences accomplies sur place.

En 2014, deux grands axes d'actions sont mobilisés pour le Réseau UNESCO-Ecole de la Paix :

Renforcement / Développement de nos actions de formation à la culture de la paix dans les Universités via :

- La signature d'une Convention de Partenariat Ecole de la Paix/Institut d'Etudes Politiques de Grenoble (en 2012-2013)
- Extension du module de formation à l'analyse des conflits du M2 de Grenoble 2 « Sécurité et Défense » (en 2013-2014)
- Préparation d'un nouveau module de formation à la gestion des conflits et à la médiation au sein de l'Institut des Droits de l'Homme de l'Université Catholique de Lyon (pour 2014-2015)
- Préparation d'un projet de création d'un « Réseau d'acteurs de paix » à travers le dispositif de bourses Explora'Sup de la Région Rhône-Alpes.

Développement de nos actions de formation à la citoyenneté et de renforcement des capacités de la société civile au Maghreb via :

- En Tunisie, dans le cadre de la coopération décentralisée Grenoble-Sfax, préparation de deux nouveaux séminaires pour deux réseaux associatifs différents à Sfax: « Vivre ensemble la démocratie » avec l'Association Continuité des Générations (ACG) (3^{ème} séminaire de ce type) et « Ecocitoyenneté et Développement durable » avec l'association Sfax El Mezyana (pour le printemps 2014)
- En Tunisie également, signature d'une Convention de Partenariat entre ACG et l'Ecole de la Paix (printemps 2014)
- En partenariat avec l'Ordre des Experts Internationaux, préparation de deux nouvelles missions de formation à la « Géopolitique des Conflits » pour les experts algériens (à Constantine) et marocains (à Casablanca) (printemps 2014)

Ils soutiennent l'Ecole de la Paix pour ces actions :





















Rapport financier

Le compte d'exploitation de l'Ecole de la Paix pour l'exercice 2013 peut se résumer de la façon suivante :

Tableau en euros

		2013	2012	2013/2012
Produits d'exploitation de l'exercice		278113	308 058	-9 %
Dont	Ventes et prestations	57620	38430	50 %
	Subventions (yc fonds dédiés)	166588	209305	-20 %
	Adhésions et dons	53126	29471	80 %
	Reprise provision		27290	
	Autres produits	779	3562	-78 %
Charges d'exploitation de l'exercice		283888	298549	-5 %
dont	Achats	75209	61662	22 %
	Masse salariale (hors indemnité retraite)	187563	188290	0 %
	Indemnité retraite		27290	-100 %
	Autres charges	27117	21307	27 %
Résultat d'exploitation de l'exercice		-5776	9509	-66 %

Le résultat comptable est de 3 141€. La différence avec le résultat d'exploitation de l'exercice réside dans le fait que le report de ressources non utilisées des exercices antérieurs qui était de 15000 euros en 2012 a été sorti des produits d'exploitation. Les engagements à réaliser qui s'élèvent à 6000 euros ont également été sortis des charges d'exploitation pour être placés à la suite du solde intermédiaire.

On note une forte augmentation des ventes et prestations (+19 k€), dont une partie conséquente provient de l'opération menée avec Grenoble Habitat.

Les subventions reçues par l'Ecole de la Paix sont en baisse (-28k€) :

On peut noter les évolutions suivantes :

- Aucune subvention FPH (50 k€ en 2012)
- Augmentation des subventions du Conseil Régional à 100 k€ (85 k€ en 2012)

• Baisse des subventions de la Ville de Grenoble à 16 k€ (18,5 k€ en 2012)

Les adhésions et dons issus des adhérents de l'Ecole de la Paix se sont maintenus en 2013 au même niveau qu'en 2012.

L'augmentation des dons en 2013 vient de dons externes : Rotary (5KE), FACE (10 KE) et CCFD (5KE).

Les achats ont augmenté de 22%. Les charges fixes ont été maintenues au niveau de 2012 (26 k€). Les charges variables sont passées de 35 k€ à 49 k€ (+14 k€).

Le détail est donné dans le tableau suivant :

		2013	2012	2013/2012
Charges fixes	Téléphone (fixes/mobile/internet)	6 861 €	7 360 €	-7%
	Photocopieur	4 812 €	4 688 €	3%
	Fournitures administratives et autres	2 610 €	2 963 €	-12%
	GEG	2 416 €	2 545 €	-5%
	Maintenance (informatique + chaudière)	2 070 €	2 231 €	-7%
	Entretien réparation	1 249 €		
	Cotisations	1 222 €	1 646 €	-26%
	Frais postaux	1 162 €	980 €	19%
	CAC	1 076 €	1 076 €	0%
	Frais bancaires	886 €	1 387 €	-36%
	MAIF	879 €	830 €	6%
	Documentation	609€	489 €	25%
	Charges Actis	397 €	334 €	19%
	Divers	162 €	200 €	-19%
	Sous – total charges fixes	26 412 €	26 729 €	-1%
Charges variables	Prestations exterieures	24 666 €	14 204 €	74%
3	Frais déplacement/colloque/réception	15 338 €	12 828 €	20%
	Outils pédagogiques	3 269 €	2 277 €	44%
	Catalogues et impressions	2 899 €	2 779 €	4%
	Locations	1 912 €	1 833 €	4%
	Divers	713 €	1 012 €	-30%
	Sous – total charges variables	48 796 €	34 933 €	40%
Total des achats		75 209 €	61 662 €	22%

La masse salariale de 2013 est équivalente à celle de 2012 (188k€).

Le résultat est en baisse mais reste positif.

Pour ce qui concerne la situation bilantielle de l'Ecole de la Paix, après inscription en « report à nouveau » du résultat de l'exercice (3 141€) les fonds propres restent négatifs à − 9 604 euros.